Juillet - Septembre 2025
République Centrafricaine (RCA)

En collaboration avec la Commission nationale pour les réfugiés (CNR) et la communauté humanitaire, le HCR protège et fournit une assistance multisectorielle couvrant la protection, les abris, la santé, l'éducation, l'eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH) à 26 728 réfugiés soudanais à Korsi, un quartier identifié par le gouvernement dans la ville de Birao (Vakaga), à 65 km de la frontière avec le Soudan.

STATISTIQUES / CARTES

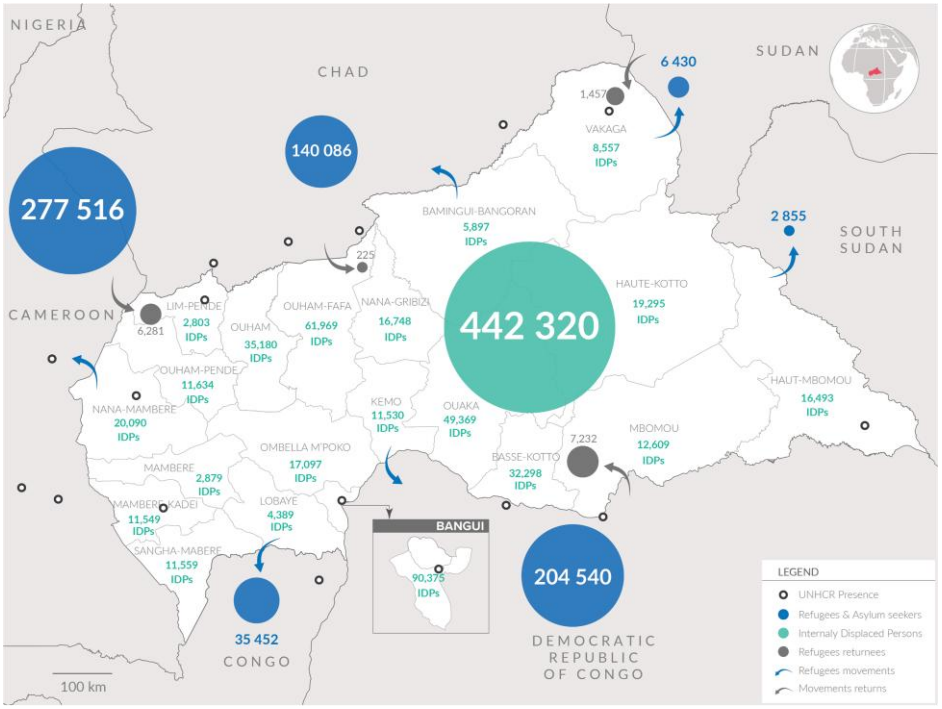
1 202 392
Population déplacées de force

442 320
Personnes déplacées internes

62 602
Réfugiés et demandeurs d'asile centrafricains

30 591
Personnes rapatriées des pays voisins depuis janvier 2024

Le gouvernement, le HCR et ses partenaires, protègent et fournissent une assistance aux personnes déplacées internes (PDIs), aux réfugiés tchadiens, soudanais et Sud-Soudanais, tout en soutenant le retour des réfugiés centrafricains dans le cadre de la recherche de solutions durables.



1 189 réfugiés Soudanais ont été enregistrés

773 ménages ont reçu une aide en espèces

1 975 personnes affectées par les inondations ont été assistées par des kits de biens non alimentaires

991 ménages de Déplacés internes retournés ont reçu des kits d'abris

1 392 ménages de Rapatriés ont reçu des kits d'hygiène

4 250 Centrafricains ont été rapatriés volontairement du Cameroun et de la RDC vers la RCA depuis janvier 2025

Salam Gerard, père de 9 enfants, est le Chef du quartier de retour Yandomo à Bria, dans la Haute Kotto en République Centrafricaine. Il est un modèle pour sa communauté au regard de son engagement pour la cause communautaire, son leadership, sa disponibilité et surtout sa transparence dans les plaidoyers pour la consolidation de la paix et le vivre ensemble dans sa communauté. Un éleveur de petits ruminants, Il est bénéficiaire du projet conjoint OIM-HCR, pour la construction des abris durables dans le cadre d'appui au retour sur financement du Fonds pour la consolidation de la paix (PBF). ©UNHCR/Stella Fatime

Contexte opérationnel

Depuis avril 2023, la République centrafricaine (RCA) accueille des milliers de réfugiés soudanais fuyant le conflit, principalement via la frontière d'Am Dafock, ainsi que des réfugiés tchadiens. Cette situation exerce une pression croissante sur les ressources locales limitées. En collaboration avec la Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR), le HCR assure leur accueil, leur enregistrement et un suivi de protection aux frontières. Avec le soutien de la communauté humanitaire, le HCR leur fournit des services essentiels, notamment en matière de protection, d'assistance alimentaire, d'abris, de soins de santé et d'éducation, notamment à Korsi, dans la préfecture de Vakaga.

Au 30 septembre 2025, la République centrafricaine accueillait 52 724 Réfugiés et Demandeurs d'asile, dont 44 4671 Réfugiés et 8 257 Demandeurs d'asile, principalement originaires du Soudan, de la République Démocratique du Congo, du Tchad, du Soudan du Sud, et du Rwanda.

Parmi eux, 48 % vivent en zones rurales, notamment dans les préfectures de la Vakaga, de la Ouaka, de la Haute-Kotto, de la Bamingui-Bangoran, de Bangui, de la Nana Gribizi, du Mbomou, de Lim Pende et du Haut-Mbomou.

Nous notons une augmentation globale du nombre des réfugiés et demandeurs d'asile de 0,3% par rapport au mois de juillet (52 582). Ceci est due principalement à l'arrivée continue des réfugiés soudanais.

En outre, plus de 6 360 Centrafricains qui vivaient comme réfugiés au Darfour sont retournés spontanément en RCA dans des conditions difficiles.

Depuis 2013, les crises en RCA ont provoqué le déplacement de 679 566 Centrafricains vers les pays voisins. En outre, au 30 septembre 2025, la RCA compte 445 536 personnes déplacées internes (PDI), dont 67 664 dans les 78 sites et les lieux de regroupement soit 15% et 374 656 (85%) en familles d'accueil.

Dans la localité du Sud -Est précisément à Zemio, Obo, Bangassou, Rafai et Bambouti, la situation sécuritaire et de protection a dégradée du fait des attaques sporadiques par les éléments des groupes armés non étatiques contre les populations civiles favorisant le déplacement de 60,000 personnes dans la sous-préfecture de Zémio vers la RDC en tant que réfugiés en mai dernier.

Entre-temps, certaines zones ont été jugées propices au retour volontaire, et le HCR soutient cette solution durable. À cet effet, une stratégie nationale sur les solutions durables a été élaborée et adoptée en collaboration avec le gouvernement pour favoriser le retour des déplacés internes et des réfugiés centrafricains en 2024.

Depuis le début des rapatriements volontaires en 2017, le HCR a accompagné le gouvernement dans l'accueil de 57 206 personnes rapatriées depuis le Cameroun, la République Démocratique du Congo et la République du Congo vers la RCA, dont 16 265 en 2024.

Au 28 septembre, 14 326 centrafricains ont été volontairement rapatriés vers Bangui, ainsi que les préfectures de la Nana Membéré et la Membéré Kadéï en RCA depuis janvier 2025. Ces activités liées au rapatriement volontaire se

poursuivent avec une cible de planification de 20 000 personnes à rapatrier en 2025. Les principales zones de retour incluent Bangui, Bimbo, Baboua, Baoro, Berbérati, Bouar, Bossemptélé, Carnot, Mbaïki et Mongoumba.

Principales réalisations

Situation des réfugiés soudanais dans les préfectures de la Vakaga, Bamingui-Bangoran, Haute-Kotto, Ouaka, Mbomou et Haut-Mbomou.

La situation sécuritaire dans la préfecture de la Vakaga, en particulier près de la frontière soudanaise, est restée instable depuis le mois de juillet 2025 sauf la ville de Birao, qui accueille environs 27 000 réfugiés soudanais dans le quartier Korsi qui jouit d'un calme relatif. La zone frontalière d'Am-Dafock a connu une détérioration drastique de la situation sécuritaire, avec une augmentation des incursions et des attaques meurtrières contre les villes et villages par des individus armés non identifiés.

Ces attaques ont déclenché des affrontements intercommunautaires, entraînant des enlèvements, des tueries et des déplacements forcés massifs de populations.

Aussi la libre circulation de population entre Am-Dafock et Birao reste difficile en particulier pendant cette saison des pluies.

En outre les activités commerciales locales et transfrontalières dans les zones frontalières ont été interrompues en raison de l'insécurité, ce qui a entrainé une augmentation des prix des produits de première nécessité et a exacerbé la vulnérabilité de la population.

Enregistrement et Documentation

Entre juillet et septembre, les nouvelles arrivées de Soudanais à Birao sont restées faibles en, avec moins de 100 personnes enregistrées. Cette baisse soutenue est probablement due à la saison des pluies en cours, qui a aggravé l'état des routes et a rendu inaccessibles certaines zones proches de la frontière.

Cependant, avec la fin de la saison des pluies en octobre, le nombre de nouvelles arrivées devrait augmenter dans un contexte d'insécurité persistante au Soudan.

Au 30 septembre, le HCR et la Commission nationale pour les réfugiés (CNR) ont enregistré 26 924 réfugiés soudanais (10 708 familles) à Kosi, dont 56 % de femmes et de filles, et 44 % d'hommes et de garçons. En outre, environ 12 140 réfugiés soudanais se trouvent toujours dans d'autres zones, souvent difficiles d'accès, dans les préfectures de Bamingui-Bangoran, Haute-Kotto, Ouaka, Mbomou et Haut-Mbomou.

Eau, hygiène et assainissement

Malgré les efforts humanitaires en cours au quartier Korsi à Birao, d'importantes lacunes persistent dans le soutien durable aux réfugiés soudanais et aux communautés d'accueil. Les conditions d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans le quartier de réfugiés de Korsi sont restées inférieures aux normes d'urgence entre les mois de juillet et septembre, malgré la réhabilitation et l'entretien des installations d'approvisionnement en eau par le partenaire de l'UNICEF, Triangle Génération Humanitaire (TGH), et le partenaire d'ONU Femmes, All for Peace and Dignity (APADE).

L'approvisionnement quotidien moyen en eau était encore d'environ 11 litres par personne, bien en deçà de la norme Sphère de 15 litres, en partie à cause du vandalisme de certains forages. Les conditions sanitaires sont restées critiques, avec 52 personnes par latrine. Plus de 16 440 réfugiés n'ont toujours pas accès à des installations sanitaires adéquates, et on estime que 822 latrines supplémentaires sont nécessaires d'urgence.

Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

Dans le cadre de renforcement de l'autosuffisance des communautés vulnérables à travers des activités des groupements agricoles (AGRs) tout en renforçant le dialogue sur la cohésion sociale et la coexistence pacifique entre les réfugiés et les communautés d'accueil à Birao (Vakaga) en RCA, un technicien de l'Agence Centrafricaine de Développement Agricole appui le groupement des réfugiés soudanais et la communauté hôte en culture maraichères. @Photo UNHCR / Stella FATIME

Pendant la période en revue, l'aide alimentaire et l'aide aux moyens de subsistance se sont poursuivies à Korsi. À la mi-septembre, le PAM

et le HCR avec son partenaire NOURRIR ont fourni des rations de nourriture sèche à 6 012 familles de 12 830 réfugiés soudanais. En outre, 4 189 ménages de 12 063 personnes, ont bénéficié de l'assistance en cash pour vivres à Birao.

Aussi, les activités maraîchères et agricoles pour permettre aux réfugiés d'avoir des revenus se poursuivent à Birao afin de renforcer l'autonomie et l'inclusion économique des réfugiés et les communautés d'accueil et aussi d'accroitre des moyens de subsistance durables et une coexistence pacifique.

Dans le cadre du projet de subsistance soutenu par le HCR, 1 125 ménages ont reçu des semences de vivriers et de maraichage ainsi qu'une formation sur les techniques culturales et la participation communautaire. Les bénéficiaires ont également commencé à défricher des terres pour la culture du sésame et de la pastèque.

Education et protection des enfants

De juillet à septembre, le HCR et ses partenaires, le Centre de Soutien en Santé Internationale (CSSI) et Olivier l'Homme de Galilée pour le Développement Social (OHG DS), en collaboration avec l'Inspection académique de la préfecture de la Vakaga, ont continué de soutenir l'intégration des réfugiés dans le système éducatif national en mettant l'accent sur la préparation d'un environnement d'apprentissage sûr et inclusif pour les enfants déplacées interne (PDIs), les enfants réfugiés, y compris une trentaine des étudiants inscrits au niveau de l'université de Bangui avec l'appui de Mastercard Fondation et ceux des communautés d'accueil.

Les cours de français à Birao ont connu une augmentation de la fréquentation, atteignant 396 apprenants sur trois niveaux, avec une salle de classe supplémentaire pour les débutants. 450 kits scolaires ont été distribués aux apprenants.

Un environnement d'apprentissage sûr et inclusif pour les réfugiés et la communauté hôte à Birao (Vakaga). @Photo HCR / Stella FATIME

Tout au long des mois de juillet à septembre, des activités de sensibilisation communautaire ont été menées à Korsi pour promouvoir la scolarisation et renforcer l'importance de l'éducation. Des visites de porte-à-porte, menées avec l'appui de relais communautaires formés, ont permis d'informer les parents sur l'inscription de leurs enfants, en particulier les plus jeunes, et d'identifier les enfants non scolarisés dans le quartier. Des rencontres avec les membres des associations de parents d'élèves (APE) ont permis de mettre l'accent sur l'entretien des installations scolaires et le rôle des familles dans le soutien d'un environnement d'apprentissage sûr et propice.

À Korsi, l'espace ami des enfants a accueilli 580 enfants (315 garçons et 265 filles) dans le cadre d'activités récréatives, créatives et culturelles (danse, jeux, chant), contribuant à leur bien-être psychosocial dans un environnement sûr et inclusif.

Abris et articles non alimentaires

''Mes enfants sont tous en bonne santé et mon environnement s'est nettement amélioré'' a signifié Haram Mahamat, refugiée soudanaise, veuve, mère de cinq enfants qui a retrouvé sa dignité grâce à la

construction d'un abris semi durable à Korsi (Birao) en RCA. @Photo HCR / Stella FATIME

Le HCR et son partenaire NOURRIR ont achevé la construction de 51 abris semi-durables pour les réfugiés soudanais à Kosi en septembre, tandis que 30 autres sont toujours en construction. La pénurie persistante de briques cuites sur le marché local a toutefois ralenti les travaux de construction. Pour y remédier, des fournisseurs alternatifs ont été identifiés, la production locale de briques a été encouragée et la coordination et le suivi technique ont été renforcés.

Santé et nutrition

Au trimestre trois de l'année, les équipes médicales du CSSI et de l'International Medical Corps (IMC), coordonnées par le district sanitaire de la Vakaga, ont dispensé en moyenne 6 200 consultations médicales à Korsi, dont environ 72 % pour les réfugiés et 28 % pour la communauté d'accueil. Les enfants âgés de 0 à 59 mois représentaient près de 29 % des patients.

Comme les mois précédents, les pathologies les plus fréquemment diagnostiquées restent le paludisme (46 %), suivi des maladies parasitaires intestinales (14 %) et des infections respiratoires (12 %).

En septembre, 137 femmes ont été reçues en consultations prénatales, 17 en consultations postnatales, 33 femmes en des consultations gynécologiques et 23 femmes ont bénéficié de soins en Santé de la Reproduction. Sept nouvelles naissances ont été enregistrées dans l'établissement de santé de Korsi, soit un total de 129 naissances en 2025. 100 % des accouchements ont été assistés par des agents de santé qualifiés à l'hôpital de Birao.

En septembre, 636 enfants âgés de 6 à 59 mois ont fait l'objet d'un dépistage de la malnutrition, dont 21 cas (3,3 %) de malnutrition aiguë modérée (MAM) et 10 cas (1,6 %) de malnutrition aiguë sévère (MAS) identifiés et traités. Jusqu'à présent en 2025, 336 cas de MAM et 134 cas de MAS ont été traités parmi 7 358 enfants dépistés et pris en charge.

Vingt-quatre nouveaux cas de santé mentale ont été enregistrés et traités en septembre, y compris des réfugiés et des membres de la communauté d'accueil, soit un total de 262 cas depuis le début de l'année.

Tout au long des mois sous revue, la sensibilisation des communautés à la prévention du paludisme, de la rougeole et des infections digestives s'est poursuivie, en mettant l'accent sur l'utilisation de moustiquaires, l'élimination de l'eau stagnante, la vaccination des enfants, le lavage des mains et l'hygiène des aliments et de l'eau.

Activités de protection à Obo en faveur des réfugiés Sud-Soudanais, Congolais

Pendant le troisième trimestre de l'année, la situation de protection s'améliore de façon progressive dans les localités de Mbomou et du Haut Mbomou. Ceci est dû à la présence des Sécurité Intérieure et des forces de l'ordre basées dans des grandes villes qui multiplient des patrouilles afin de mitiger les risques de protection.

Le HCR, le partenaire Comité International pour l'Aide d'Urgence et le Développement (CIAUD)et la Commission Nationale pour les réfugiés continuent de faire le suivi rapproché du mouvement transfrontalier des demandeurs d'asile sud soudanais vers la localité de Bambouti et Obo. Le conflit inter communautaire en cours au Soudan du Sud, plus précisément dans la zone de Tamboura aurait provoqué des mouvements de population vers la République centrafricaine. Selon les autorités locales, des centaines de demandeurs d'asile seraient arrivés à Bambouti. D'autres personnes auraient traversé la frontière et en progression vers la ville de Obo. Les autorités locales, le HCR et les partenaires se mobilisent pour une mission de vérification dans la zone.

Au cours de la période en revue, le HCR, le partenaire CIAUD et la Commission Nationale pour les Réfugiés ont poursuivi dans les villes de Obo, Bema, Bangassou, Ouango et Rafai dans les localités de Haut-Mbomou et Mbomou, les visites de suivi de protection des personnes forcées de fuir. Ces visites de terrain permettent de collecter des informations, de relever les

difficultés éprouvées par les personnes à besoin spécifique et d'orienter les réfugiés vers les services d'assistances disponibles. A l'issue de cette visite de terrain à Obo, 29 personnes du 3e âge invalide ont été identifiées dans le camp des réfugiés.

À la suite de cette collecte, une prise en charge psychosociale a été assurée à travers des sessions de réhabilitation dans des espaces sûrs et des activités ergothérapeutiques.

Par ailleurs, huit séances de sensibilisation portant sur la lutte contre la stigmatisation communautaire, le soutien aux personnes déplacées de force confrontées aux violences basées sur le genre notamment les agressions physiques ont été organisées à Obo, Rafai, Bangassou et Ouango. Ces séances ont réuni 1 140 participants.

Situation des réfugiés tchadiens

En avril 2023, des conflits communautaires au Tchad ont poussé plus de 38 000 personnes à fuir vers la République centrafricaine, parmi lesquelles 31 779 réfugiés tchadiens et 6 235 rapatriés spontanés centrafricains.

La CNR et le HCR, par suite des activités de monitoring dans les villages frontaliers (axes Bedaka, Bembere et Benamkor) abritant les demandeurs d'asile Tchadiens, environ 2 515 ménages de 6 712 personnes ont été estimé dans les familles d'accueils.

Au 3e trimestre de l'année 2025, 3 458 réfugiés tchadiens sont enregistrés et enrôlés avec la biométrie à Betoko, dont 1 584 hommes et 1 874 femmes, regroupés dans 909 ménages. Parmi eux, 424 personnes présentent des besoins spécifiques, notamment :

- des enfants non accompagnés,
- des femmes enceintes ou allaitantes,
- des personnes âgées malades,
- des personnes vivant avec un handicap,
- et des personnes en situation médicale préoccupante.

Au cours de la période en revue, une assistance en espèces, d'un montant 42 000 FCFA, a été octroyée par World Vision avec l'appui technique du HCR aux ménages réfugiés tchadiens de Betoko dans Lim Pendé. Au total, 886 ménages ont bénéficié de cette aide en espèces, pour un montant global de plus de 37 millions de FCFA.

Par ailleurs, 300 ménages réfugiés tchadiens ont reçu les articles non alimentaires et des kits hygiénique à Betoko. Les kits sont constitués de morceaux de savon lessive, les morceaux de savon toilette, des sceaux plastique de 25 litres, des bidons de 25 litres, des pagnes, des gobelets de 500 millilitres, des garnitures pour les femmes en âge de procréer et des pots de bébé qui leurs permettront de faire face aux besoins primaires.

Activités de promotion et protection des droits de l'enfant

La Commission Nationale pour les Réfugiés, le HCR et les partenaires poursuivent les activités de monitoring de protection dans les localités de Bossangoa, Paoua, Betoko, Bocaranga, Ngaoundaye et Bozoum. L'environnement de protection est appréciable pendant la période en revue. Cependant, à Bossangoa et certaines localités de la préfecture de l'Ouham, a été marquée par des pluies diluviennes à répétition avec des vents violents qui pourront avoir pour conséquence, l'écroulement de nombreuses maisons.

Dans le cadre des activités éducatives et socio récréative à l'Espace Ami d'Enfants de Betoko entre juillet et septembre 2025, environ 1 000 enfants, dont 594 filles et 406 garçons, ont participé aux activités telles que le sport, les jeux, la danse, le théâtre, la lecture et le dessin.

Santé-Nutrition

Entre juillet et septembre, un total d'environ 3 500 consultations curatives ont été effectuées, dont plus de la moitié en faveur des réfugiés tchadiens, soit 53,88 % et 46,12 en faveur de la communauté hôte.

Les trois principales causes de morbidité dans la localité restent le paludisme avec environ 47 % de cas, suivi des infections digestives et des infections respiratoires.

Solutions durables pour les personnes déplacées internes, les réfugiés et les rapatriés

Pendant la période en revue, on note une amélioration générale de la situation sécuritaire dans les grandes villes et axe principaux en République Centrafricaine avec pour conséquence les retours spontanés de 75 800 personnes déplacées interne à l'intérieurs du pays.

Au cours du mois de septembre dans la Vakaga, plus de 11 109 ressortissants centrafricains ont été déplacés de Amdafock / RCA et 7 autres villages frontaliers pour trouver refuge autour de la Base temporaire de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) . C'est à la suite d'attaques transfrontalières menées par de présumées éléments RSF contre les villages autour d'Amdafock, portant le nombre total de personnes déplacées internes dans la préfecture de Vakaga à 21 880 personnes au 30 septembre 2025.

Le HCR s'est positionné pour soutenir 5 000 personnes déplacées avec des kits d'articles non alimentaires et poursuivre la surveillance des risques en matière de protection. D'autres agences des nations Unies et des ONG se sont également engagées à contribuer à l'intervention. Cependant, celle-ci est retardée en raison des restrictions sévères imposées au transport par la route pendant cette saison de pluie.

A Bria dans la Haute Kotto, au mois de juillet, dans le cadre du projet d'appui au moyen de subsistance et le renforcement de la résilience par la relance des activités agricoles, le HCR et ses partenaires CIAUD et l'ONG nationale CATDEC, a procédé à une distribution des intrants agricoles et des outils aratoires aux 75 ménages, regroupés au sein d'un groupement composés des déplacés internes, des retournés, des réfugiés et les communautés hôtes.

Du 1er au 02 juillet 2025 à Bangui, a eu lieu le Forum de Haut Niveau sur le déplacement forcé et le rôle du secteur privé , placé sous le haut patronage de son Excellence Professeur Faustin Archange TOUADERA, Président de la République, Chef de l'État, et le leadership de la ministre de l'Action Humanitaire a réuni des parties prenantes nationales, régionales et internationales autour de quatre thématiques clés : inclusion financière, formation et entrepreneuriat, agribusiness, et énergie/infrastructures numériques.

Le Forum a permis de poser les fondations d'un nouveau partenariat public-privé pour faire des zones de retour et des zones de déplacement déplacement des leviers de croissance économique inclusive et de résilience communautaire.

Les opérations de rapatriement volontaire des réfugiés centrafricains depuis le Cameroun, la République du Congo et la République Démocratique du Congo se poursuivent, vers les localités de Bangui, Berberati, Bouar et Baoro.
Au 30 septembre 2025, le HCR avec l'appui du gouvernement a facilité le retour volontaire de 14 326 personnes dans le cadre de ce programme. Depuis 2017, ce sont ainsi 67 282 réfugiés centrafricains qui ont pu rentrer volontairement.

Travail en partenariat

En République centrafricaine, le HCR dirige le Cluster Protection et co-dirige les clusters Coordination et Gestion des Camps (CCCM) ainsi que Abris/NFI.

Au sein du Cluster Protection, une équipe conjointe de gestion de l'information et de surveillance des interventions a été mise en place afin de concevoir un système commun, définir les indicateurs prioritaires, collecter des données, les tableaux de bord, la cartographie consolidée des services, le suivi de l'impact, les résultats associés pour l'ensemble du cluster et les indicateurs de performance de la coordination du cluster.

Le HCR continue de plaider pour la centralité de la protection dans la réponse humanitaire et pour la mise en œuvre de solutions durables.

Le HCR en République centrafricaine renforce son engagement avec ses partenaires stratégiques afin de mutualiser les efforts en faveur des personnes déplacées de force et de leurs communautés d'accueil. Cela inclut, entre autres, la signature d'un MoU avec ONU Femmes, le ministère de l'Agriculture, ainsi qu'une coordination rapprochée avec certains départements ministériels et les autorités locales.

Face à l'afflux de réfugiés soudanais et tchadiens, le modèle de coordination des réfugiés a été activé, avec le HCR à la tête de la réponse, en collaboration avec la Commission nationale pour les réfugiés (CNR), représentant le gouvernement.

Mesures d'Efficience Opérationnelle en RCA

En réponse à la réduction des financements et aux contraintes financières plus générales, le HCR en RCA a procédé à une redéfinition complète des priorités de ses opérations. Ceci a pour impact direct la réduction de sa couverture géographique dans le pays et la continuité de ses services.

Le HCR a engagé une série de réformes et d'ajustements budgétaires à tous les niveaux pour optimiser l'utilisation des ressources disponibles, tout en préservant l'efficacité et la qualité des services aux populations déplacées de force.

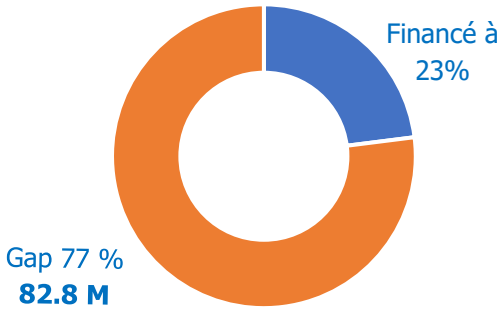
En complément des mesures internes, le HCR s'inscrit activement dans une dynamique de mutualisation des ressources entre agences onusiennes en RCA. Ce projet en cours, conduit sous l'égide du Groupe de travail sur la mutualisation (GMR), vise à identifier et exploiter des synergies dans des domaines clés tels que la logistique, la sécurité, la gestion des bases de vie, les technologies de l'information et les services administratifs. L'objectif est de réduire les coûts, améliorer la coordination et renforcer la présence opérationnelle dans les zones difficiles d'accès.

À terme, cette initiative permettra de réaliser des économies d'échelle substantielles tout en favorisant une meilleure cohérence des actions humanitaires et de développement sur le terrain.

Ces mesures illustrent une volonté claire d'adapter le fonctionnement du HCR aux réalités budgétaires actuelles, en s'appuyant sur des leviers d'efficience et d'innovation, tout en préservant l'essentiel, la capacité à protéger et assister les populations forcées de fuir dans un environnement opérationnel complexe. Ces efforts s'inscrivent également dans une dynamique plus large de mutualisation et de coordination inter-agences, afin d'amplifier l'impact collectif malgré des ressources limitées.

FINANCEMENT AU 30 SEPTEMBRE 2025

107,5 M $ requis par le HCR en RCA en 2025



Nous remercions les donateurs qui ont contribué à l'opération du HCR en RCA en 2025

Canada, Danmark, France, German Humanitarian Assistance, From the People of Japan, Peacebuilding Fund, Sweden, Swiss Agency for Development and Cooperation SDC, USA, UNAIDS, United Nations CERF, United Nations Multi-Country Integrated Stabilization Program in the Central African Republic, Private donors in the United Arab Emirates

Contacts:
Gloria Ramazani, External Relations Officer, Central African Republic, ramazang@unhcr.org
Ying Hu, Associate external Relations Officer, Central African Republic, huyi@unhcr.org
Stella Fatime, Communication Associate, Central African Republic, fatime@unhcr.org